

**CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DU
COMTÉ D'ARGENTEUIL
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE WENTWORTH**

RÈGLEMENT, NUMÉRO 2014-001

**RÈGLEMENT POUR FIXER LES TAUX DES TAXES ET DES TARIFS POUR
L'EXERCICE FINANCIER 2014 ET LES CONDITIONS DE LEUR
PERCEPTION**

ATTENDU QUE la Municipalité du Canton de Wentworth a adopté son budget pour l'année 2014 qui prévoit des revenus au moins égaux aux dépenses qui y figurent;

ATTENDU QU'un avis de motion relatif au présent règlement a été donné à la séance du conseil tenue le 2 décembre 2013;

ATTENDU QU'une copie du présent règlement a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la séance, que tous les membres présents déclarent avoir lu le projet de règlement et qu'ils renoncent à sa lecture;

PAR CONSÉQUENT, il est proposé par le conseiller Ronald Price et décrété que le conseil de la Municipalité du Canton de Wentworth ordonne et statue par le présent règlement ainsi qu'il suit, savoir:

ARTICLE 1 - Préambule

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 - Année fiscale

Les taux de taxes et de tarifs énumérés ci-après s'appliquent pour l'année fiscale 2014.

ARTICLE 3 - Taxe foncière générale

Une taxe foncière générale est, par les présentes, imposée et sera prélevée sur tous les immeubles imposables de la municipalité selon leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation à un taux de 0,4316\$/ 100,00\$ d'évaluation.

ARTICLE 4 – MRC quote part

Pour pouvoir subvenir à la quote part de la MRC d'Argenteuil une taxe est, par les présentes imposée et sera prélevée sur tous les immeubles imposables de la municipalité selon leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation à un taux de 0,05891\$/ 100,00\$ d'évaluation.

ARTICLE 5 – Déchets

Aux fins de financer le service d'enlèvement et disposition des déchets, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble avec une résidence érigée situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation au montant de 146.80\$ par unité de logement pour chaque immeuble dont il est propriétaire à l'exclusion des lots 1A et 1B dans le rang 7 puisqu'il n'y a pas de collecte.

ARTICLE 6 – Matières recyclables

Aux fins de financer le service d'enlèvement et traitement des matières recyclables, il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble avec une résidence érigée situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation au montant de 63.53\$ par unité de logement pour chaque immeuble dont il est propriétaire à l'exclusion des lots 1A et 1B dans le rang 7 puisqu'il n'y a pas de collecte.

ARTICLE 7 – Éco Centre

Pour pouvoir subvenir aux coûts associés à l'opération de l'Éco Centre il est imposé et sera exigé de chaque propriétaire d'un immeuble avec une résidence érigée situé sur le territoire de la municipalité, un tarif de compensation au montant de 31.11\$ par unité de logement pour chaque immeuble dont il est propriétaire.

ARTICLE 8 - Sûreté du Québec

Pour pouvoir subvenir aux coûts associés à la Sûreté du Québec une taxe est, par les présentes imposée et sera prélevée sur tous les immeubles imposables de la municipalité selon leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation à un taux de 0,0921\$ / 100,00\$ d'évaluation.

ARTICLE 9 – Taux applicable au règlement d'emprunt numéro 99

Le taux applicable au règlement d'emprunt numéro 99 décrétant l'exécution des travaux de réfection de plusieurs chemins municipaux est de 0,0573\$ / 100,00\$ d'évaluation et sera prélevé sur tous les immeubles imposables de la municipalité selon leur valeur telle qu'elle apparaît au rôle d'évaluation.

ARTICLE 10 – Tarif applicable au règlement d'emprunt numéro 2005-006

Le tarif applicable au règlement d'emprunt numéro 2005-006 décrétant la construction d'un réseau d'électricité est de 48,48\$ par unité d'évaluation appliqué au secteur conformément à l'annexe « B » du règlement d'emprunt numéro 2005-006.

ARTICLE 11 – Tarif applicable au règlement d'emprunt numéro 2008-003

Le tarif applicable au règlement d'emprunt 2008-003 décrétant un emprunt pour financer l'achat d'un camion d'urgence autopompe citerne ainsi que divers équipements pour le service incendie est de 16,98\$ par unité d'évaluation à l'exception des chemins et les fonds de lacs pour tout le territoire.

ARTICLE 12 - Nombre et dates des versements

Toutes les taxes municipales peuvent être payées, au choix du débiteur, en un seul versement unique ou en trois versements égaux, lorsque dans un compte, le total de ces taxes est égal ou supérieur à 300,00\$.

La date ultime où peut être fait le premier versement des taxes municipales est le trentième (30) jour qui suit l'expédition du compte de taxes et tout versement postérieur au premier doit être fait respectivement le soixantième (60) jour où peut être fait le versement précédent.

Toutefois, le conseil autorise la Directrice générale et Secrétaire-trésorière à allonger le délai de paiement en fixant un autre date ultime où peut être fait le versement unique ou chacun des versements égaux.

ARTICLE 13 - Autres prescriptions

Les prescriptions de l'article 12 s'appliquent également à toutes les taxes ou compensations municipales perçues par la municipalité, ainsi qu'aux suppléments de taxes municipales découlant d'une modification du rôle d'évaluation.

ARTICLE 14 - Taux d'intérêt sur les arrérages

À compter du moment où les taxes deviennent exigibles, tout solde impayé porte intérêt au taux annuel de 18%.

Ce taux s'applique également à toutes les créances impayées avant l'entrée en vigueur du présent règlement.

ARTICLE 15 - Frais d'administration

Des frais d'administration de 50,00\$ sont exigés de tout tireur d'un chèque ou d'un ordre de paiement remis à la municipalité dont le paiement est refusé par le tiré.

Le conseil autorise la Directrice générale et secrétaire-trésorière à imposer un montant de 10,00\$ sur tout solde impayé supérieur à 30,00\$ pour les avis de rappel qui sont émis au cours du mois de décembre.

ARTICLE 16 - Langage

En cas de divergence entre les textes français et anglais, le texte français prévaut.

ARTICLE 17 - Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi.

Marcel Harvey
Maire

Paula Knudsen, g.m.a.
Directrice générale et secrétaire-
trésorière

Avis de motion donné: Le 2 décembre 2013
Adoption du règlement: Le 13 janvier 2014
Avis public: Le 20 janvier 2014